

Pratiques décoloniales de l'aide alimentaire au Burkina Faso

Analyse des interventions de l'ONG *Catholic Relief Services* à travers la cantine endogène (2011-2024)

Tiéwende Jean Balima

Doctorant en histoire des relations internationales

Université Joseph Ki-Zerbo

balimatiewende@gmail.com

Résumé

Cet article analyse les dynamiques de décolonisation de l'aide alimentaire au Burkina Faso en se focalisant sur les pratiques de la cantine endogène entre 2011 et 2024, dans le cadre de la coopération avec les États-Unis. En examinant les interactions entre la politique nationale de la cantine scolaire et celle proposée par l'ONG Catholic Relief Services, acteur de la politique étrangère américaine, il montre comment l'aide alimentaire, initialement marquée par la dépendance aux importations américaines, s'est progressivement transformée pour promouvoir des modèles plus inclusifs et ancrés dans les savoirs locaux. En s'appuyant sur une approche de microhistoire, l'étude met en lumière les pratiques de l'ONG pour soutenir l'autonomie alimentaire à travers la mobilisation de ressources locales, la participation communautaire ainsi que celle des destinataires à savoir les élèves, principaux destinataires. L'article analyse les impacts de cette transition de la cantine assistée vers la cantine endogène et propose des pistes pour consolider la démarche. Cette réflexion s'inscrit dans un cadre plus large visant à repenser les relations Nord-Sud dans les initiatives de coopération internationale.

Mots-clés

Aide alimentaire, Burkina Faso, cantine endogène, coopération, décolonisation

Introduction

Pays sahélien, le Burkina Faso reste confronté au défi permanent d'assurer une autosuffisance alimentaire et nutritionnelle durable à sa population. L'agriculture occupe plus de 80 % de la population. L'analyse du secteur agricole sur la décennie 2000-2010 fait apparaître des performances relativement satisfaisantes avec un taux d'accroissement de 3 % (Burkina Faso, 2013). Cependant, la forte croissance démographique (3,1 % par an), les aléas climatiques et l'insécurité qui affecte certaines zones de production depuis 2015, ont considérablement réduit les gains réalisés, obligeant le Burkina Faso à recourir à des apports extérieurs en denrées pour couvrir ses besoins de consommation alimentaire (INSD, 2021).

How to cite this paper:

Balima, T. J. (2025). Pratiques décoloniales de l'aide alimentaire au Burkina Faso : analyse des interventions de l'ONG *Catholic Relief Services* à travers la cantine endogène (2011-2024). *Global Africa*, (12), pp. <https://doi.org/10.57832/y1n2-dv32>

Received: August 4, 2025

Accepted: October 18, 2025

Published: December 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via CC BY-NC 4.0 

Dans sa politique de développement socio-économique, le Burkina Faso s'est engagé sur la voie du développement endogène dès le début de la décennie 1980. De concert avec ses partenaires techniques et financiers, les interventions sont axées sur le renforcement des capacités du pays à résister aux chocs et à combler ses propres besoins. À cet effet, les communautés sont encouragées à s'impliquer dans la promotion des cantines endogènes pour garantir l'autonomie alimentaire des écoles, promouvoir les mets locaux, et offrir une alimentation variée et équilibrée aux élèves. Cela contribue à inculquer en eux des valeurs agricoles tout en renforçant l'égalité des chances et l'amélioration de la qualité de l'éducation, gage d'un système éducatif plus efficace, performant et résilient (MEBAPLN, 2025). C'est dans ce contexte que la coopération américaine, par le truchement de son bras opérationnel en matière d'aide alimentaire, l'ONG Catholic Relief Services (CRS), a initié en 2011 le projet *Beoog Biiga*¹ spécifiquement dans le Centre-Nord, avant de l'étendre en 2018 au Plateau-Central.

La présente contribution se situe dans la logique des interventions de l'ONG en tant que partenaire au développement de l'État burkinabè et acteur non étatique de la politique étrangère des États-Unis. Visant à renforcer la dotation des cantines en vivres locaux par la promotion des champs et jardins scolaires et par le renforcement des capacités techniques, infrastructurelles et humaines, le projet *Beoog Biiga* est l'illustration d'un changement de paradigme dans l'assistance humanitaire des États-Unis au Burkina Faso. Il révèle des formes de décolonisation de l'aide alimentaire qui méritent d'être mises en exergue, en ce qu'elles esquissent des voies possibles vers un développement socio-économique plus endogène des communautés bénéficiaires.

L'état des connaissances sur l'aide alimentaire au Burkina Faso et sur les mécanismes d'intervention des partenaires au développement s'appuie sur une historiographie constituée principalement d'articles scientifiques, de documents spécifiques liés à des projets et à quelques ouvrages généraux.

De manière générale, l'aide alimentaire peut constituer un levier pour le développement (Ingram, 1983). Le programme « vivres contre travail » du Programme alimentaire mondial (PAM) soutenu par la coopération américaine fait figure de pionnier dans cette forme de décolonisation de l'aide alimentaire dans les décennies 1970 et 1980. Dans cette optique, les contraintes et les opportunités peuvent s'analyser dans le contexte de la coopération (FAO, 2006) en faisant ressortir son rôle dans le développement agricole et la stratégie de sécurité alimentaire. Garrido et Sanchez (2015) posent la problématique de la sécurité alimentaire au Burkina Faso à travers les cantines scolaires. Dans son volet alimentation, les impacts de la cantine scolaire laissent apparaître une efficacité plausible sur la nutrition des apprenants. En s'intéressant à la cantine endogène et au maintien scolaire dans la circonscription d'éducation de base de Kongoussi 1, Niya (2022) souligne que la cantine scolaire constitue, pour de nombreux enfants issus de familles modestes, une source d'alimentation non négligeable pendant l'année scolaire. Elle représente également une source de motivation pour leur présence à l'école, d'où une hausse des taux de fréquentation et des résultats scolaires (Niya, 2022, p. 194). Cependant, un certain nombre de dysfonctionnements existe, d'où le changement de paradigme avec le projet *Beoog Biiga*. Dans cette étude, il s'agira de mettre en exergue les pratiques de terrain du projet qui révolutionnent le nexus aide alimentaire/développement et s'inscrivent dans la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Burkina Faso, 2013 ; MAAH, 2017).

Selon la FAO, l'aide alimentaire est « l'ensemble des vivres reçus à des fins de développement, y compris des financements destinés à leur achat » (Burkina Faso-PNUD, 2016). Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, les intrants agricoles pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire (MEF, 2010). L'aide alimentaire des États-Unis au Burkina Faso est contemporaine à l'accession du pays à la souveraineté internationale en 1960. Initialement régulière, elle est devenue intermittente à partir de 2008 suite à un engagement accru du gouvernement dans le domaine. La pratique de décolonisation de l'aide est à saisir en filigrane de l'analyse dite « marxiste » des relations internationales qui renvoie à un monde inégalitaire, divisé entre ceux qui font l'histoire et ceux qui la subissent. Elle s'inscrit également dans la substance de la

1 L'expression *Beoog Biiga* signifie en langue nationale mooré « enfant de demain ».

« décolonialité », telle que théorisée par Mignolo (2011), qui préconise une déconnexion de la matrice coloniale du pouvoir occidental pour construire un monde dans lequel les êtres humains ne sont plus exploités dans la quête incessante d'accumulation de richesses. Cette approche privilégie donc les phénomènes de domination et de dépendance, les classes sociales, les rapports de production et les luttes révolutionnaires (Balima, 2022). En effet, plus de 60 ans après son indépendance, le Burkina Faso peine toujours à trouver ses marques en matière de développement. Comme le souligne Joseph Ki-Zerbo, « la mayonnaise du développement n'a pas encore pris » (Yonli, 2016, p. 365). Pourtant, le sous-développement du pays n'est pas dû à un manque de stratégies, mais, au contraire, à leur surabondance. En effet, les responsables politiques ont, tour à tour, expérimenté plusieurs plans de développement (Ouattara, 2023). Dans cette perspective, il importe de rappeler que le Burkina Faso demeure fragilisé dans son processus de développement. À l'exception de l'expérience du Conseil national de la Révolution (1983-1987), tous les modèles de développement adoptés sont alignés sur le modèle libéral, privilégiant « l'économisme, le productivisme et le technicisme au détriment des véritables besoins humains et sociaux et des aspirations des populations » (Yonli, 2016, p. 368). Cependant, le développement, le vrai, doit passer par un retour des Burkinabè à leur patrimoine précolonial, une redéfinition de leur vision du monde par eux-mêmes, fondée sur leur sensibilité et sur leurs potentialités spécifiques (Kyélem de Tambèla, 2012) C'est précisément à ce défi que se rattache la pensée de Joseph Ki-Zerbo, à travers la notion de développement endogène, laquelle constitue l'âme même de la cantine endogène..

Par conséquent, en se fondant sur les mécanismes de l'assistance alimentaire, des pratiques visant à l'atteinte d'une autosuffisance sont perceptibles aux yeux des populations. Cependant, ces pratiques posent la problématique du don en relations internationales. En effet, la coopération étant un échange social, la théorie du don permet de cerner l'intervention du CRS sous le prisme de l'ambiguïté de l'intérêt stratégique du don qui ne permet pas de distinguer ce qui relève du calcul et du résultat, de l'action et des normes (Alter, 2002, p. 270). Le don constitue un instrument de pouvoir d'influence (*soft power*) et de diplomatie d'influence en relations internationales. La question nodale de cette étude consiste à déterminer si l'intervention du CRS s'inscrit dans une logique d'intérêts géopolitiques ou dans une stratégie d'investissement durable visant à renforcer l'autosuffisance alimentaire des régions concernées. En d'autres termes, dans quelle mesure l'aide alimentaire des États-Unis constitue-t-elle une aide qui permet de se passer de l'aide comme le souhaitait le président Thomas Sankara ? Si ce n'est pas le cas, quels en sont ses défis ? À l'image du proverbe shona, n'est-elle pas « une charité [qui] peut aussi tuer ? », car servant juste de moyen pour maintenir et entretenir la dépendance ?

L'objectif de cette contribution est d'analyser les pratiques de l'aide alimentaire américaine entre 2011 et 2024 qui permettent aux populations bénéficiaires de s'affranchir progressivement de ce type d'aide par la satisfaction des besoins liés à la cantine endogène. Autrement dit, l'étude examine les moyens que CRS offre aux bénéficiaires en vue de favoriser l'autonomie alimentaire. Il s'agit de cerner le sens du développement endogène, de décrire les mécanismes qui offrent une plus-value à la capacité de décolonisation des bénéficiaires et d'évaluer les enjeux liés au développement de la cantine scolaire et du système éducatif. Pour y parvenir, la méthode s'inscrit dans une approche mixte, combinant des aspects qualitatifs émanant d'entretiens semi-directifs menés auprès des responsables du projet, des professeurs d'école et des parents d'élèves ainsi que des données provenant d'autres sources, notamment les archives, la littérature, la presse en ligne et l'observation directe. Cette approche permet de comprendre la perception de l'aide humanitaire par les populations bénéficiaires à travers les pratiques qui leur confèrent des capacités d'autodétermination.

L'étude est articulée autour de trois grands axes. Le premier vise à clarifier la vision endogène du développement et à présenter le projet *Beoog Biiga* ; le deuxième examine les pratiques de décolonisation de l'aide alimentaire ; et le troisième analyse les enjeux de l'intervention pour un affranchissement des apports extérieurs à la cantine endogène.

Comprendre la vision endogène du développement au Burkina Faso et l'intervention du CRS

Il s'agit d'élucider le concept d'endogénéité en lien avec la politique de coopération. Dans son fondement théorique, cette notion connaît une application dans les politiques d'aide et de développement du Burkina Faso.

Endogénéité du développement dans la politique de coopération au Burkina Faso

Le développement endogène, selon Kyélem de Tambèla (2016), renvoie :

au processus de transformation économique, sociale, culturelle, scientifique et politique, basé sur la mobilisation des ressources et des forces sociales internes et sur l'utilisation des savoirs et expériences accumulés par le peuple d'un pays. Il permet aux populations d'être des agents actifs de la transformation de leur société au lieu de rester des spectateurs de politiques inspirées par des modèles importés. (p. 398)

Encore appelé *self-reliance* ou développement autocentré, il vise à « redéfinir les priorités économiques afin de produire les biens utiles à l'ensemble de la population plutôt que de compter sur le commerce international pour importer des biens de consommation qui ne profitent qu'à une minorité ». (Kyélem de Tambèla, 2016, p. 398). Il passe par la prise en considération de l'identité collective dans les politiques et les projets de développement d'où la maxime : « On ne développe pas, on se développe » (Ki-Zerbo, 2007, p. 107). Un développement « clefs en tête et non clefs en main ». Cela sous-entend que nous sommes les artisans du développement et que toutes les pièces de rechange ne sont pas importées, mais disponibles sur place (Yonli, 2016, p. 375). Toutefois, « le développement endogène n'est pas un développement autarcique sans ouverture au monde extérieur » (Ki-Zerbo, 2012, p. 52).

De l'expérience révolutionnaire, le président Sankara (1983-1987) s'était approprié le modèle endogène du développement. Sans rejeter les apports extérieurs, Sankara encourageait « l'aide qui aide à se passer de l'aide » (CNA-BIB1409, 1984, p. 5). Il est en effet inexact de soutenir que l'aide extérieure n'a pas d'effet sur le développement des pays bénéficiaires. Tout apport utilisé de manière rationnelle et efficiente peut être avantageux. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Programme populaire de développement (PPD) était « financé à 81 % par des fonds étrangers ; mais cela ne constituait qu'une solution à moyen terme, car l'ambition était de diminuer progressivement cette part à 15 % en 1990 » (Balima, 2022, p. 260), en vue de parvenir à une autonomie nationale dans le financement du développement. Cette politique de décolonisation de l'aide au financement du développement reposait sur des principes de gestion rigoureuse et de transparence, ainsi que sur la nécessité de compter prioritairement sur ses propres forces en transformant et en consommant les produits locaux (Kyélem de Tambèla, 2012, p. 197). Ainsi, les ressources issues de l'aide étaient insérées dans les plans de développement de manière à fonder la coopération sur un partenariat orienté vers l'intérêt mutuel et sur un ajustement des contributions extérieures aux efforts nationaux (Ogandaga, 2015, p. 4). Pour Sankara, le développement véritable est endogène et inclusif. Il doit reposer sur la participation des masses aux politiques destinées à changer leurs conditions de vie et sur l'utilisation de l'État comme instrument de transformation économique et sociale (Dembélé, 2013). C'est dans cette perspective que s'inscrit la manière dont nous appréhendons la philosophie du CRS dans la mise en œuvre de la cantine endogène.

Beoog Biiga : de la cantine assistée à la cantine endogène

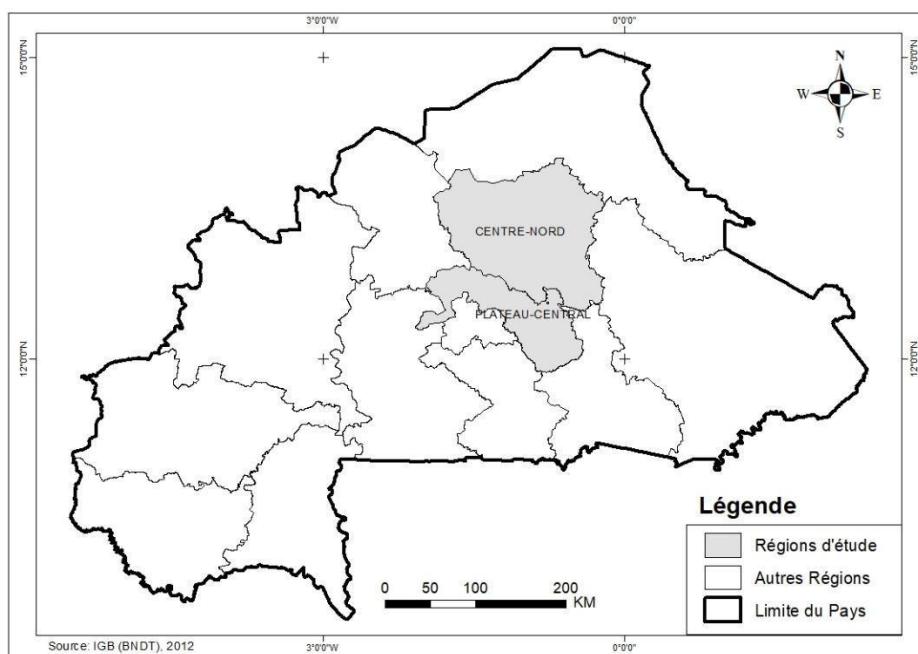
L'ONG CRS intervient au Burkina Faso depuis 1962. En 1988, pour des raisons financières et stratégiques, elle a procédé à un recadrage de son action en opérant un transfert des écoles, jusqu'à couvertes par son programme de cantine assistée, au ministère de l'Éducation. Ce recentrage a eu pour conséquence la création du service des cantines scolaires chargé de la gestion des dotations

des différents donateurs (Niya, 2022). En 2014, par voie de décret,² la gestion des cantines des zones non couvertes par CRS est passée sous la responsabilité des collectivités locales (Niya, 2022, p. 189). Devenue endogène, la cantine fonctionne désormais sur la base de la collecte ou de la production des vivres par la communauté sans un apport extérieur. Pour assurer la réussite de cette politique, l'État mobilise, depuis 2017, environ 19 milliards de francs CFA par an au profit des collectivités. Dans ce cadre, l'État accompagne également les cultivateurs par la fourniture d'intrants agricoles pour accroître la production, puis rachète le surplus au profit des cantines. Cependant, plusieurs dysfonctionnements, en particulier les retards d'approvisionnement, exposent les élèves à la privation alimentaire (Yé, 2024). Conscient de cette réalité, le gouvernement burkinabè a lancé, en juin 2021, l'initiative présidentielle « Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour » (Lankoandé, 2021, p. 11). Cette orientation témoigne de l'importance des cantines scolaires dans le processus de scolarisation et de maintien des enfants à l'école.

À partir de 2007, CRS, dans la poursuite de sa restructuration, engage un retrait progressif de sa couverture en n'intervenant que dans les zones rurales où le taux de scolarisation est très faible et où l'insécurité alimentaire est une réalité (Kaboré, 2019). Ainsi, ses interventions se sont concentrées dans les régions du Centre-Nord et de l'Est. Ces deux régions affichaient en 2012 de forts taux d'insécurité alimentaire (53 % pour le Centre-Nord et 60 % pour l'Est), de faibles taux d'alphabétisation (16,6 % et 15,9 % respectivement) et de scolarisation au primaire (67,6 % et 52,1 %) avec un écart significatif entre garçons et filles (Garrido & Sanchez, 2015, p. 23).

En vue de soutenir l'endogénérisation de la cantine scolaire, l'ONG entreprend une transition progressive de la cantine assistée vers un modèle entièrement endogène. C'est dans cette optique que naquit le *Food for Education* ou *Beoog Biiga*, financé par le département américain de l'agriculture (USDA). Lancé en 2011 dans la région du Centre-Nord, le projet s'est élargi à la région du Plateau-Central en 2018³ (voir carte 1), en raison de la dégradation de la situation sécuritaire qui affecte la stabilité de son intervention dans le Centre-Nord⁴.

Carte 1 : Régions d'intervention du projet *Beoog Biiga*



2 Décret n° 2014-931/PRES/PM/MATD/MENA/MJFPE/MESS/MEF/MFPTSS portant sur les modalités de transfert des compétences et des ressources de l'État aux communes dans le domaine de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'alphabétisation.

3 Belem Daouda, Coordonnateur du projet Cantine scolaire/MEBAPLN/Cathwel, entretien du 14 janvier 2025, Ouagadougou.

4 Le programme est à sa quatrième phase : phase I de 2011 à 2014, phase II de 2014 à 2018, phase III de 2018 à 2022 et la phase IV qui s'étale de 2021 à 2025.

Au niveau des deux régions d'intervention, en plus de son partenaire traditionnel, le ministère de l'Éducation, CRS collabore avec le ministère de la Santé, l'Organisation catholique pour le développement et la solidarité (OCADES/Kaya), les communes, ainsi que les organisations à base communautaire (Garrido & Sanchez, 2015). En plus de l'éducation, le projet vise à améliorer la situation financière des familles et à soutenir les communautés à travers des programmes de santé et de mentorat (CRS, 2025 ; Sawadogo, 2021).

Pour CRS, cette philosophie du développement répond au concept de cantine endogène, car elle incarne une approche durable visant à améliorer les conditions d'apprentissage dans les écoles⁵. Ce programme, fondé notamment sur la mise en œuvre de champs scolaires, constitue un exemple concret de l'engagement des communautés locales en faveur de l'éducation de leurs enfants (AGIR, 2019). La cantine endogène se distingue, à cet égard, par son approche intégrée qui lie éducation, agriculture et nutrition (Niya, 2022). Les champs et jardins scolaires, cultivés conjointement par les élèves, les enseignants et les membres de la communauté, fournissent les denrées alimentaires nécessaires pour les repas scolaires. En associant étroitement les communautés locales à la gestion et au fonctionnement des cantines scolaires, ce programme permet aux partenaires d'intégrer les besoins des communautés, les savoirs locaux et les valeurs sociétales dans les mécanismes d'intervention. Il s'agit, en ce sens, d'une sorte de déconnexion de la matrice coloniale où l'individualisme domine (Mignolo, 2011). En effet, la réussite de cette initiative repose sur la solidarité, l'engagement et l'innovation communautaire, des valeurs indispensables à un développement durable et inclusif.

Les pratiques décoloniales de l'aide alimentaire mises en œuvre par CRS Burkina Faso

Ces pratiques concernent essentiellement deux volets : les achats de vivres locaux et la création de champs et de jardins scolaires. Cependant, des activités connexes viennent se greffer pour garantir l'efficacité de l'intervention.

La dotation par achat de vivres locaux

De manière générale, de 2017 à 2021, les communes ont mobilisé un volume total de 177 914,5 tonnes de vivres destinés aux cantines scolaires, dont 11 116,6 tonnes — soit 6,24 % — provenaient des partenaires, parmi lesquels figurent l'ONG CRS, le PAM, l'ONG EDUCCO et le Fonds Enfant (CFSI et al., 2023, p. 11). Les organisations paysannes participent aux marchés d'acquisition des vivres destinés aux cantines scolaires. L'expérience du CRS en matière d'achats locaux de vivres s'est construite à travers plusieurs projets. Selon une coalition d'ONG (CFSI et al., 2023), cette pratique a débuté en 2010 dans le cadre du projet *Local Education Assistance and Procurement* (LEAP) qui avait permis d'approvisionner les cantines de la Gnagna et du Namentenga avec « 628 tonnes de mil, 157 tonnes de haricot et 72 tonnes d'huile au profit de 364 écoles accueillant 58 180 élèves » (CFSI et al., 2023, p. 16). Ces achats ont été effectués auprès des producteurs locaux, de ceux de la Boucle du Mouhoun, ainsi qu'àuprès de l'usine CITEC Bobo.

Dans la perspective du renforcement de la cantine endogène, CRS a lancé, en 2019, le sous-projet *Faso Riibo*, dans le cadre du programme LRP (*Local and Regional Food Aid Procurement*). Le LRP repose sur le postulat selon lequel l'octroi de subventions destinées à acheter de la nourriture localement constitue une approche plus efficiente de l'assistance alimentaire, tant du point de vue des délais que des coûts (CRS, 2011, p. 21). Initialement, il visait l'approvisionnement d'environ 200 écoles dans la région du Centre-Nord. La réaffectation d'une partie des vivres à la région du Plateau-Central avait donc pour objectif d'éviter une régression du taux de couverture. Cette réaffectation concerne au moins 400 écoles⁶ réparties dans six communes rurales. Le tableau 1 dresse un bilan des quantités de vivres locaux alloués aux cantines dans le cadre des projets *Beoog Biiga* et *Faso Riibo* :

5 Lankoandé Danhogo, Chef du Service analyse et prospective du projet Cantine scolaire/MEBAPLN/Cathwel, entretien du 14 janvier 2025, Ouagadougou.

6 Belem Daouda, coordonnateur du projet Cantine scolaire/MEBAPLN/Cathwel, entretien du 14 janvier 2025, Ouagadougou.

Tableau 1 : Quantité (en tonnes) des vivres achetés par CRS Burkina de 2019 à 2024

Projets	Mil	Haricot	Riz étuvé	Huile	Soumbala et poudre de baobab	Total
<i>Beoog Biiga</i>	380	350	880	160	90	1 860
<i>Faso Riibo</i>	955	440	725	150	-	2 270
Total	1 335	790	1 605	310	90	4 130

Source : CFSI et al. (2023). Programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. Rapport de synthèse de l'atelier de réflexion sur les modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts avec les OP du Burkina, p. 16.

Au total, CRS a apporté, depuis 2019, un appui de 4 130 tonnes de vivres locaux. S'agissant spécifiquement du sous-projet *Faso Riibo*, son coût est évalué à 4,8 millions de dollars, soit 2,8 milliards de francs CFA (Bonkoungou, 2024). À cela s'ajoute la contribution de 2024 du Projet d'appui à l'alimentation scolaire (PAAS), qui porte sur l'acquisition de 2 198 tonnes achetées localement pour une valeur de plus de deux milliards de francs CFA (Zongo, 2024). En 2020, pour le compte des vivres acquis, les produits locaux représentaient 88,75 % des céréales, 100 % des légumineuses et 98,16 % de l'huile à l'échelle nationale (CFSI et al., 2023, p. 11). Les champs et jardins scolaires font également partie des mécanismes d'intervention du CRS Burkina.

La création des champs et jardins scolaires

L'un des effets pervers de l'aide alimentaire réside dans la transformation des habitudes alimentaires, induite par la consommation d'aliments que les populations ne sont pas en mesure de produire elles-mêmes (Tenkodogo & Zida, 1987, p. 55). Il s'agit notamment de denrées qui ne s'inscrivent pas dans les pratiques alimentaires ordinaires des élèves, telles que le boulgour, le soja ou encore les lentilles.

Afin de minimiser ce dépaysement alimentaire lié à la nature des aliments servis, la cantine endogène s'appuie sur les apports en vivres des parents d'élèves pour couvrir les besoins du premier trimestre. Dans le but de pallier le retard d'approvisionnement des cantines par les mairies, les parents déterminent, dès la rentrée scolaire, les quantités et les modalités des contributions individuelles en vivres (AGIR, 2019). Ces décisions sont prises lors des assemblées générales des Associations de parents d'élèves (APE). Toutefois, cette procédure était susceptible de désorganiser les réserves alimentaires des familles, ce qui a conduit à la mise en place des champs scolaires. Après une phase pilote dans le Kourwéogo et l'Oubritenga, 1 596 écoles sur les 7 579 écoles que comptait le pays avaient adhéré à ce nouveau dispositif en 2018 (Kaboré, 2019).

Dans sa zone de couverture, CRS accompagne cet engagement des parents en apportant divers appuis à la création de champs, de vergers communautaires et de jardins scolaires. Les céréales, les légumes et les fruits produits sont ainsi directement utilisés dans les cantines (Kaboré, 2019). Dans la phase 4 du projet, et en vue de soutenir l'initiative présidentielle « Assurer à chaque enfant en âge scolaire, au moins un repas par jour », CRS met à la disposition des écoles des semences améliorées et des intrants produits localement par les chercheurs et d'autres acteurs, du matériel agricole, dont des motoculteurs à fabrication mixte, c'est-à-dire, assemblés avec des pièces locales et importées, ainsi qu'un appui technique. La planche de photos suivante illustre cet accompagnement :

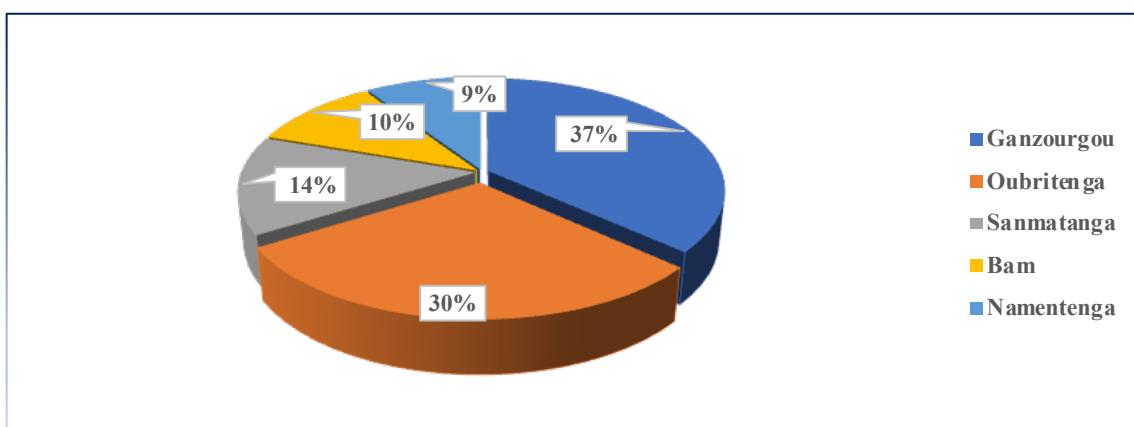


Sources : DCRP/MENAPLN, 2023 ; CRS, 2025 ; Nikiema, 2025.

Note : Cérémonie de remise de semences améliorées produites par l’Institut de l’environnement et de recherches agricoles (INERA) dans une école de la commune de Korsimoro (photo 1). Groupe d’élèves et de parents admirant le motoculteur nouvellement doté (photo 2) ayant permis de labourer le champ scolaire du village de Napamboumbou-Sambin (photo 3), dont les récoltes de haricot sont présentées par le président du comité de gestion (photo 4).

Dans l’ensemble, la phase 4 de *Beoog Biiga* a permis de créer, pour la saison agricole humide 2024, 355 champs et 110 jardins. La figure suivante illustre la répartition des champs dans les provinces d’intervention :

Figure 1 : Répartition des champs scolaires par province (quantité et pourcentage) dans le cadre du projet *Beoog Biiga* 4



Source : Nikiema, N. J. (2025).

Note : Les deux provinces du Plateau-Central, à savoir le Ganzourgou et l'Oubritenga, concentrent la majorité des champs scolaires, soit 67 %, représentant 235 champs, tandis que le Centre-Nord en compte 120, soit 33 %. Cette situation s'explique principalement par le contexte sécuritaire particulièrement dégradé qui prévaut dans cette région.

Dans l'Oubritenga, certains acteurs ont mentionné, lors des entretiens, l'insuffisance de superficies disponibles pour l'implantation de champs scolaires, en raison de l'urbanisation croissante. C'est le cas dans la commune de Dapélogo où les terres sont particulièrement affectées par la spéculation foncière en raison de la proximité avec Ouagadougou⁷. Dans le Centre-Nord, il faut souligner que la sécurité alimentaire des ménages est affectée par des facteurs aussi bien structurels que conjoncturels dont la maîtrise nécessite des interventions plus soutenues. Il s'agit entre autres de la faiblesse des infrastructures de conservation, de la faible maîtrise de l'eau,⁸ de la dégradation continue des ressources naturelles et du difficile retour de la stabilité. D'autres activités sont menées par CRS pour améliorer la qualité de la cantine endogène.

Les activités connexes pour améliorer la qualité de la cantine endogène

Pour consolider sa contribution et rendre les cantines durables, CRS développe un paquet d'activités visant à appuyer les producteurs locaux et la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit, entre autres, de la formation de plus de 800 comités de gestion aux techniques de compostage, de la réhabilitation de 171 magasins de vivres dans les écoles, de la formation des transporteurs aux bonnes pratiques de manutention, de la formation de 1 227 gestionnaires de cantine sur le stockage des vivres, du renforcement des capacités des femmes (particulièrement les femmes déplacées internes) en techniques d'étuvage de riz, ainsi que du renforcement des capacités des groupes de producteurs en matière de gestion des récoltes, de normes de qualité et de transformation (Ouédraogo, 2020).

Le programme a permis la construction de 694 fourneaux destinés à la préparation des repas scolaires, la formation de plus de 3 000 enseignants en santé, nutrition et hygiène, la mise en place de clubs de nutrition dans les écoles et la formation de milliers de membres de la communauté aux meilleures pratiques de préparation des aliments et de lavage des mains (CRS, 2025). Dès lors, quels sont les enjeux de cette intervention dans la décolonisation de l'aide alimentaire au Burkina Faso ?

Incidences et exigences décoloniales des interventions de CRS Burkina sur la cantine endogène

Il s'agit ici de mettre en exergue, d'une part, les effets de l'intervention de CRS sur la cantine endogène et, d'autre part, d'examiner les exigences d'une approche décoloniale visant à affranchir la cantine scolaire des apports extérieurs.

Les retombées de l'intervention de CRS sur la cantine endogène

La cantine scolaire constitue un déterminant majeur de la bonne fréquentation des classes. De nombreuses études ont montré son impact positif sur l'augmentation des inscriptions scolaires et sur l'assiduité des élèves, en particulier en milieu rural (Kaboré, 2023). Pour les enfants issus de familles pauvres, la garantie d'un repas à l'école demeure une motivation justifiant leur présence en classe. Généralement, dans ces familles, il n'y a que le repas du soir qui est assuré, ce qui confère au repas de la mi-journée une importance décisive tant pour les enfants que pour les parents qui en tirent une forme de soulagement. Ainsi, il est difficile de concevoir l'école en zone rurale comme un espace de vie si les élèves ne s'alimentent pas à midi. De cette réalité, la cantine endogène permet

⁷ Ky Angèle, professeur certifié des écoles, écoles Nioniogo B, entretien du 9 novembre 2025, Dapélogo.

⁸ Lors de nos entretiens, il ressort des insuffisances dans l'accessibilité et la maîtrise de l'eau. Sur certains sites les forages sont négatifs. On relève des difficultés d'entretien en cas de pannes et aussi le besoin d'installer un système de pompage solaire pour faciliter l'irrigation des jardins en lieu et place de la motricité humaine (Zidnaba Issa, directeur de l'école primaire de Tiidin, entretien du 20 octobre 2024 à Bousla et Gnassi Napi, professeur et membre du Conseil de l'école primaire Saint Antoine de Rouko [Bam], entretien du 11 novembre 2025 à Rouko).

non seulement de garantir aux élèves des repas sains et équilibrés, mais aussi de renforcer leurs connaissances en agriculture, compétence essentielle dans un contexte rural. De plus, la production alimentaire locale réduit les coûts et dépendances liés à l'approvisionnement externe, tout en favorisant une agriculture durable pour les paysans. Elle contribue à renforcer le lien social et à assurer de meilleures perspectives d'avenir aux jeunes générations. La réussite de cette initiative repose sur la solidarité, l'engagement et l'innovation communautaire, des valeurs indispensables pour un développement durable et inclusif. Par conséquent, elle constitue également un vecteur d'amélioration de la gouvernance, en favorisant la collaboration entre plusieurs secteurs impliquant les autorités nationales et locales, les agriculteurs locaux, les coopératives et les communautés (Bonkoungou, 2024).

En matière d'alimentation scolaire, il ressort, par exemple, que la phase II (2014-2018) du projet a permis la distribution de 37 850 000 repas à 265 414 élèves (Sawadogo, 2021). Sous l'effet de cette intervention, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles du Centre-Nord est passé de 150 000 à 212 000 élèves soit une croissance de 14 % et la contribution financière des membres des groupements féminins à l'éducation de leurs enfants est passée de 48 % à 83 % sur la même période (Sawadogo, 2021). De 2019 à 2024, *Faso Riibo* a touché plus de 86 000 élèves dans le Centre-Nord et le Plateau-Central (Bonkoungou, 2024). Les communes et les comités de gestion (COGES) ont vu leurs capacités renforcées, notamment en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de distribution de vivres. En parallèle, des activités telles que l'ouverture de bibliothèques, la dotation en tablettes éducatives et en manuels scolaires et la formation des enseignants aux techniques de lecture et d'écriture, ont été réalisées pour améliorer la qualité de l'éducation.

Par son intervention, CRS a contribué en moyenne à hauteur de 7 % à la cantine scolaire à l'échelle nationale. Plus précisément, en considérant les chiffres de l'ONG (2025) dont l'apport moyen est de 3 000 tonnes de vivres/an, on estime que près de 42 000 tonnes de vivres ont été mobilisés entre 2011 à 2024. L'ONG se positionne ainsi au premier rang des contributeurs de la cantine endogène. À titre illustratif, entre 2017 et 2021, elle a mobilisé 7 185 tonnes de vivres, soit 64,63 % des volumes mobilisés par les partenaires. Dans le cadre de la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN), cette démarche consolide les résultats. En effet, les axes 1 et 3 de cette politique visent respectivement l'augmentation durable des disponibilités alimentaires et l'amélioration de l'état nutritionnel des populations (MAAH, 2017). Dès lors se pose la question suivante : quelles exigences pour une alimentation scolaire affranchie des apports extérieurs ?

Les exigences pour une alimentation scolaire affranchie des apports extérieurs

En considérant les objectifs néocoloniaux de l'humanitarisme comme la politique du secours, l'influence géopolitique et le maintien de la dépendance économique, il apparaît que le soutien de CRS par le Département de l'Agriculture des États Unis (USDA) a pour but de favoriser le succès de la politique extérieure américaine. Dès lors, l'aide fournie par CRS devient un système géopolitique basé sur une structure de domination au service des États-Unis. Le processus d'endogénéisation de la cantine devient alors un enjeu de pouvoir dans lequel le Burkina Faso doit se positionner en tirant le meilleur parti de cette assistance en vue de son autonomisation alimentaire. En effet, les programmes d'aide alimentaire des États-Unis ne visent pas seulement à répondre aux besoins humanitaires ; ils fonctionnent davantage comme des instruments de financement de projets que comme de véritables leviers de sécurité alimentaire et contribuent à l'offre d'emploi et au succès de la politique agricole aux États-Unis (Poussart-Vanier, 2005)⁹. Comme le souligne Alter « si on donne, c'est qu'on tire un avantage que l'on ne pourrait pas obtenir sans cette décision » (2002, p. 273). Par ailleurs, la crise sécuritaire qui affecte le Sahel en général, et le Burkina Faso en particulier, constitue un facteur limitant le succès du programme de la cantine endogène, tout en accentuant la dépendance alimentaire vis-à-vis des États-Unis. Cette situation permet de mettre en évidence le lien entre la volonté américaine de maintenir son humanitarisme et sa responsabilité historique

⁹ Le « Manuel de gestion de l'aide alimentaire » du CRS (2011), décrit les implications de l'aide alimentaire en matière d'intérêts géopolitiques, économiques et de création d'emplois générés par la planification de la logistique, les chaînes d'approvisionnement et l'achat de vivres locaux.

dans l'intervention militaire de l'OTAN en Libye en 2011, dont les répercussions sécuritaires se sont diffusées dans les pays du Sahel. En effet, Bley (2023) souligne que c'est à la suite de la mort de Mouammar Kadhafi que les groupes armés touareg vont se disperser dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest (p. 481) et nourrir ainsi le terrorisme avec ses besoins d'aide d'urgence. Étant donné que les États-Unis ont toutes les capacités technologiques et logistiques pour répondre à ces besoins humanitaires, le don devient ici un instrument de *soft power* qui entraîne des relations inégalitaires au détriment d'un partenariat gagnant-gagnant.

En s'appuyant sur la notion de « restauration » développée par Boateng (2021), entendue comme la réhabilitation ou la réparation des structures humanitaires africaines érodées par l'intervention étrangère, ainsi que sur le concept de décolonialité formulé par Mignolo (2011), la construction de l'autodétermination en matière de cantine endogène doit être davantage portée par un leadership local affirmé. Par conséquent, au-delà de l'aspect nutritionnel et attractif qu'exerce la cantine scolaire sur les enfants, celle-ci ne devrait plus être considérée comme un service d'appoint facultatif, mais comme une institution obligatoire (Kaboré, 2023). Cette autodétermination débute par une déconstruction de la hiérarchie culturelle et par un transfert du pouvoir en ce sens que, dans les pratiques du CRS, l'ONG est bien visible sur le terrain. Une présence plus discrète, laissant davantage d'initiative aux ONG nationales ainsi qu'une reconfiguration des dispositifs de communication, notamment la publicité sur les emballages de vivres et les réalisations, pourrait atténuer l'effet de l'assistanat sur les bénéficiaires de la cantine assistée¹⁰. En milieu *moaga*, un adage soutient que : « *maan neere pa be ni ru moone yé* » signifiant qu'en matière d'aide, le donneur doit respecter la dignité du receveur en ne proclamant pas son bienfait.

Dans le processus de transition des cantines assistées vers des cantines endogènes, il est évident qu'en tant que pays indépendant, le Burkina Faso devrait travailler à se prendre en charge pour une décolonialité alimentaire complète. À ce titre, l'État doit donc apporter les moyens nécessaires à la réussite de cette politique, l'idéal résistant dans la capacité des systèmes locaux, lorsqu'ils sont auto-initiés, à être concomitamment autofinancés et autonomes vis-à-vis des ressources extérieures (Boateng, 2021). Certes, des efforts sont consentis dans ce sens, mais ils demeurent largement insuffisants au regard de l'ampleur des besoins des cantines scolaires. Par exemple, en 2024, la cantine endogène ne représentait que 5 % de la cantine scolaire, couvrant en moyenne un mois de besoins alimentaires. Plus de 586 écoles, soit environ 5 %, disposaient de champs scolaires et 1 634 (12 %) avaient mis en place des jardins, traduisant un recul par rapport aux chiffres de 2018. Quant au financement, l'appui du ministère de l'Éducation pour renforcer les jardins et champs scolaires apparaît dérisoire au regard des besoins : en 2024, il s'élevait à 140 millions de francs CFA, soit 14 % des prévisions, estimées à un milliard de francs CFA.

Depuis la mise en œuvre de la cantine endogène, plusieurs dysfonctionnements ont été relevés. Il s'agit entre autres des retards d'approvisionnement et la livraison de vivres avariés (Yé, 2024) qui révèlent des difficultés de gouvernance et interrogent la capacité à garantir la durabilité de l'initiative. Dans une perspective de pérennisation des champs et jardins scolaires, le gouvernement doit intégrer ce volet dans l'offensive agropastorale et halieutique¹¹ pour l'autosuffisance alimentaire, afin que les écoles puissent bénéficier des moyens conséquents qui y sont alloués. Concrètement, cette intégration suppose de relever les défis suivants : l'accès à l'eau potable, la disponibilité des terres, surtout pour les familles déplacées¹², ainsi que la formation des acteurs locaux, tels que les COGES, à l'entretien des machines¹³. Cette intégration vise à assurer la pérennité des champs et de la production maraîchère en saison sèche, tout en intégrant l'élevage et la pisciculture. Dans une stratégie holistique, les préalables au succès de cette politique sont d'abord la refondation du système éducatif par une orientation de l'école vers la formation de citoyens capables de porter les perspectives de développement de leur communauté (Ouattara, 2023, pp. 62-64). Ensuite,

10 Sankara Issouf, inspecteur de l'enseignement secondaire et parent d'élève, entretien du 14 novembre 2025, Kaya.

11 L'offensive agropastorale et halieutique 2023-2025 concerne huit filières prioritaires dont le riz, le maïs, la pomme de terre, le blé, le poisson et la viande.

12 Cette donne est révélée au cours de nos entretiens au Centre-Nord. En effet cette région vient en deuxième position après celle du Sahel (24,33 %) dans l'accueil des personnes déplacées internes soit 23,94 % selon les chiffres de l'UNHCR de mars 2023, (source : <https://data.unhcr.org/en/documents/download/104725>). Cette situation occasionne une pression sur les ressources naturelles et limite du coup l'accès aux terres cultivables par les personnes déplacées internes.

13 Moyenga Martin, professeur certifié des écoles, école de Tiidin, entretien du 20 octobre 2024, Boulsa.

cette stratégie requiert une mobilisation des ressources internes pour les investissements socio-économiques à travers la mise en œuvre de mécanismes de financement endogène du secteur éducatif. Ces mécanismes peuvent s'appuyer sur l'actionnariat populaire et la promotion de l'épargne domestique à l'image des Communautés d'épargne et de crédits internes (SILC). C'est une réforme qui va aboutir à une modération progressive de l'aide, voire à son sevrage graduel dans les politiques de développement. Enfin, le succès de cette politique peut passer par un renforcement de la collaboration entre le secteur privé et l'État, à travers la création de fonds spéciaux, la mise en place de mécanismes d'appui aux PME, le renforcement de l'accès aux crédits (surtout pour les jeunes diplômés issus des grandes écoles professionnelles), la formation et l'information des coopératives rurales, l'allègement des tracasseries administratives et des pressions fiscales et la promotion d'un passage à l'échelon manufacturier de l'économie nationale.

Conclusion

La présente contribution avait pour objectif d'analyser des pratiques de l'aide alimentaire américaine, mises en œuvre de 2011 à 2024, qui permettent aux populations bénéficiaires de se libérer progressivement de cette assistance et de répondre de manière autonome à leurs besoins alimentaires. En effet, la quête de l'autosuffisance alimentaire et de la sécurité alimentaire a toujours figuré au premier rang des priorités des différents gouvernements depuis l'indépendance du Burkina Faso. Cette politique s'articule conformément aux dispositions de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle avec la contribution des partenaires internationaux aussi bien dans le cadre multilatéral que bilatéral. À cet égard, le partenariat avec les structures américaines, telles que CRS, a toujours été un tremplin pour sa réussite. L'un des aspects les plus illustratifs de cette coopération réside dans l'assistance alimentaire dont les paradigmes connaissent des bouleversements depuis 2011. En plus de juguler les crises, elle contribue à la capacitation des bénéficiaires, renforce leur résilience et favorise l'autonomie dans les différentes chaînes de production et d'approvisionnement.

Préconiser un développement endogène, c'est plaider pour un modèle qui puise dans les ressources internes, tout en intégrant de manière critique les apports externes, à l'image de la pensée de Joseph Ki-Zerbo. Mais ce qui vient de l'extérieur est inclus dans l'intérieur, pas à l'état pur mais par transformation ou appropriation, de sorte qu'il s'intègre dans le tissu interne sans le dominer. Autrement dit, l'extérieur est intégré dans l'intérieur qui va désormais dominer et former ce que Yonli (2016) décrit comme un « intérieur extériorisé » et non un « extérieur intérieurisé ». Le développement est qualifié d'endogène lorsque le mécanisme qui régule les facteurs internes et externes est maîtrisé de l'intérieur, à l'instar de la politique de développement menée par le président Sankara. À l'inverse, lorsque ces facteurs sont contrôlés de l'extérieur, le développement est considéré comme exogène.

Globalement, si l'aide alimentaire peut parfois avoir un effet d'aliénation, les pratiques des États-Unis au Burkina Faso dans le domaine ont évolué de manière à positionner les bénéficiaires en acteurs et à les soutenir dans la satisfaction durable de leurs besoins alimentaires. Le projet d'alimentation scolaire *Beoog Biiga*, par ses activités, démontre le rôle important des achats locaux dans le renforcement de la durabilité et de la résilience des systèmes alimentaires. Il profite à la fois aux producteurs agricoles et aux élèves, démontrant que l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire est possible si l'on fédère les intelligences dans un esprit de développement endogène. Ce changement de paradigmes dans les pratiques du CRS s'inscrit pleinement dans la perspective d'une décolonisation de l'aide alimentaire au Burkina Faso. Il instaure un système dans lequel les Burkinabè ne sont plus « des acteurs secondaires de leur propre vie, mais sont les fournisseurs des bases intellectuelles, organisationnelles et opérationnelles pour la réponse humanitaire sur leur propre territoire » (Boateng, 2021). Dans cette optique, l'ONG CRS doit être prête à occuper des rôles secondaires, tout comme les acteurs locaux doivent diriger le processus en termes de politique, de coordination et de financement afin de garantir la réussite de la désoccidentalisation engagée par le Burkina Faso.

Cependant, il convient de souligner que la sécurité alimentaire des ménages demeure affectée par des facteurs aussi bien structurels que conjoncturels dont la maîtrise requiert des interventions plus intenses. Il s'agit entre autres de la faiblesse des infrastructures de conservation, la faible maîtrise de l'eau, la dégradation continue des ressources naturelles, l'accès difficile à la terre pour les personnes déplacées et le difficile retour de la stabilité. Ces facteurs constituent des entraves objectives au succès d'un volet décisif du développement endogène, « le consommer local ».

Bibliographie

- AGIR. (2019, août). *Bonne pratique de résilience : Burkina Faso, cantines endogènes à l'école primaire*. (2, pp. 1-2). SE-CNSA.
- Alter, N. (2002). Théorie du don et sociologie du mode du travail. *Revue du MAUSS*, 20(2), 263-285. <https://shs.cairn.info/revue-du-mauss-2002-2-page-263?lang=fr>
- Balima, T. J. (2022). La vision de l'aide au développement de Thomas Sankara et la question de la coopération américaine au Burkina Faso de 1983 à 1987. Dans P. Zahanogo (Ed.), *Thomas Sankara et le développement en Afrique* (pp. 253-270). L'Harmattan.
- Belem Daouda. (2025, 14 janvier). Entretien sur le projet Cantine Scolaire/MENAPLN/Cathwel. Ouagadougou.
- Bley, H. D. (2023). Les États Ouest-africains face à la montée du terrorisme : de la chute de Kadhafi au dernier coup d'état militaire au Burkina Faso (2011-2022). Dans *Djiboul*, 5(3), 478-489. http://djiboul.org/wp-content/uploads/2023/10/Tire-a-part_36.pdf
- Boateng, O. A. (2021). Building Africa's homegrown humanitarian systems: Restoration as an alternative to localization. *Frontiers in Political Science*, 3. <https://www.frontiersin.org/journals/political-science/articles/10.3389/fpos.2021.711090/full>
- Bonkoungou, J. (2024). Burkina : Catholic Relief Services partage ses connaissances sur les achats locaux directs au profit des cantines scolaires. *Lefaso.net*. Consulté le 12 octobre 2024 sur <https://lefaso.net/spip.php?article132918>.
- Burkina Faso, (2013). *Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle*. Ouagadougou.
- Burkina Faso/PNUD. (2016). *Rapport 2015 sur la coopération pour le développement*. DGCOOP.
- Burkina Faso/UNHCR (mars 2023). *Aperçu des personnes déplacées de force*.
- CNA-BIB1409. (1984, 4 octobre). Déclaration du capitaine Thomas Sankara devant la 39^e session de l'AG de l'ONU à New York.
- CFSI, Fondation de France, CPF, & Inter Réseaux. (2023). *Programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. Rapport synthèse de l'atelier de réflexion sur les modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts avec les OP du Burkina*. <https://www.alimenterre.org/system/files/inline-files/rapport-atelier-national-cantines-scolaires-burkina-juin-2023.pdf>
- Catholic Relief Services. (2011). *Manuel de gestion de l'aide alimentaire*. Baltimore. <https://efom.crs.org/wp-content/uploads/2014/04/FACMM-pp-1-20-FR.pdf>
- Catholic Relief Services. (2025). *Bien plus qu'un repas : les effets positifs d'un programme de cantine scolaire au Burkina Faso*. Ouagadougou. <https://catholicreliefservices.exposure.co/alimentation-scolaire-burkina-faso>
- Dembélé, D. M. (2013). *Thomas Sankara, une conception endogène du développement*. Thomas Sankara. Consulté le 14 avril 2022 sur <https://www.thomassankara.net/thomas-sankara-une-conception-endogene-du-developpement/>
- FAO. (2006). *Sécurité alimentaire et développement agricole en Afrique subsaharienne*. Hararé. <https://www.fao.org/4/a0627f/a0627f.pdf>
- Garrido, E. S., & Sanchez, I. S. (2015). *Protection sociale et sécurité alimentaire au Burkina Faso. Les cantines scolaires*. Oxfam.
- Gnessien Napi. (2025, 11 novembre). Entretien. Rouko (Bam).
- Ingram, J. C. (1983). Des vivres contre du travail : le Programme alimentaire mondial a vingt ans. *Revue Internationale du Travail*, 122(5), 591-607. https://researchrepository.ilo.org/view/pdfCoverPage?instCode=41ILO_INST&filePid=13115296980002676&download=true
- INSD. (2021). *Annuaire statistique 2020*. Ouagadougou.
- Kaboré, A. (2019). Cantine scolaire au Burkina Faso : évolution d'une politique à la croisée des chemins. *WakatSéra*. Consulté le 9 mars 2023 sur <https://www.wakatsera.com/cantine-scolaire-au-burkina-faso-evolution-dune-politique-a-la-croisee-des-chemins/>

- Kaboré, A. (2023). L'apport des cantines scolaires à l'amélioration des apprentissages dans les écoles primaires de la commune de Boudry (Région du Plateau central). *Burkina24*. Consulté le 4 juillet 2024 sur <https://burkina24.com/2023/09/09/lapport-des-cantines-scolaires-a-lamelioration-des-apprentissages-dans-les-ecoles-primaires-de-la-commune-de-boudry-selon-trois-chercheurs/>
- Ki-Zerbo, J. (2007). *Repères pour l'Afrique*. Éditions Panafrika-Silex/Nouvelles du Sud.
- Ki-Zerbo, J. (2012). *Réflexions sur le développement*. Fondation Joseph Ki-Zerbo.
- Ky Angèle. (2025, 9 novembre). Entretien. Dapélogo.
- Kyélém de Tambèla, A. J. (2012). *Thomas SANKARA et la Révolution au Burkina Faso : une expérience de développement autocentré*. (2^e éd.). L'Harmattan.
- Kyélém de Tambèla, A. J. (2016). Afrique subsaharienne et développement. Dans F. Sanou & A. J. Sissao, (Dir.), *Développement endogène de l'Afrique et mondialisation, une relecture de la pensée du Professeur Joseph Ki-Zerbo*, (pp. 384-406). PUO-Fondation Joseph Ki-Zerbo.
- Lankoandé, B. (2021, mai-juin). Initiative présidentielle sur la nutrition. Aller à l'autosuffisance alimentaire et booster l'économie. *Les Cahiers de la Présidence du Faso*, (249), pp. 10-14.
- Lankoandé Danhogo. (2025, 14 janvier). Entretien. Ouagadougou.
- MAAH. (2017). *Politique Nationale de Sécurité alimentaire et Nutritionnelle*. Ouagadougou.
- MEBAPLN. (2025). *La cantine endogène : une approche durable pour l'alimentation scolaire au Burkina Faso* (Note interne de la Direction de l'allocation des moyens spécifiques aux structures éducatives). Ouagadougou.
- MEF. (2010). *Rapport 2009 sur la coopération pour le développement*. DGCOOP.
- Mignolo, W. D. (2011). *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*. Duke University Press. <https://www.dukeupress.edu/the-darker-side-of-western-modernity>
- Moyenga Martin. (2024, 20 octobre). Entretien. Boulsa.
- Nikiema, N. J. (2025). Burkina/Cantines scolaires : le bon exemple «endogène» de l'école Napamboumbou-Sambin. *Libreinfo*. Consulté le 15 janvier 2025 sur <https://libreinfo.net/cantines-scolaires-ecole-napamboumbou-sambin/>
- Niya, G. S.-P. (2022). Cantine endogène et maintien scolaire dans la circonscription d'éducation de base de Kongoussi 1 au Burkina Faso. *Djiboul*, 4(3), 186-195. <https://djiboul.org/wp-content/uploads/2022/07/16.-Gninneyo-Sylvestre-Pierre-NIYA.pdf>
- Ogandaga, G. (2015). *La coopération Nord-Sud : don ou partenariat ?* Biennale internationale de l'éducation, de la formation et des pratiques professionnelles, CNAM Paris, juin 2015, Paris, France. <https://shs.hal.science/halshs-01188484v1>
- Ouattara, S. A. (2023). *Plaidoyer pour l'État*. Les éditions Mercury.
- Ouédraogo, N. (2020). Projet Faso Riibo : une initiative de Catholic Relief Services pour promouvoir une alimentation scolaire durable. *Lefaso.net*. Consulté le 14 février 2023 sur <https://lefaso.net/spip.php?article94638>
- Poussart-Vanier, M. (2005). La politisation de l'aide alimentaire d'urgence au Burkina Faso. *Revue Tiers Monde*, 184(4), 737-760. <https://doi.org/10.3917/rtm.184.0737>
- Sankara Issouf. (2025, 14 novembre). Entretien. Kaya.
- Sawadogo, B. (2023). *Contribution du projet Beoog-Biiga III au développement de l'éducation de base dans la province du Bam* [Mémoire de master, CERPAMAD].
- Sawadogo, T. S. (2021). Projet Beoog Biiga 2 : des résultats satisfaisants dans la région du Centre-Nord. *Lefaso.net*. Consulté le 12 octobre 2024 sur <https://lefaso.net/spip.php?article102409>
- Tenkodogo, F. P., & Zida, R. B. (1987). *L'aide alimentaire au Burkina Faso : aliénation ou voie possible de développement ?* [Mémoire de fin de cycle, ENAM].
- Yé, N. (2024). Cantines scolaires : ces dysfonctionnements qui affament les élèves. <https://www.sidwaya.info/cantines-scolaires-ces-dysfonctionnements-qui-affament-les-eleves/>
- Yonli, T. N. (2016). Le développement endogène. Telle la vie d'un végétal. Penser le territoire comme acteur du développement. Dans F. Sanou & A. J. Sissao, (dir.), *Développement endogène de l'Afrique et mondialisation : une relecture de la pensée du Professeur Joseph Ki-Zerbo* (pp. 363-383). PUO-Fondation Joseph Ki-Zerbo.
- Zidnaba Issa. (2024, 20 octobre). Entretien. Boulsa.
- Zongo, Y. (2024). Burkina/Cantines scolaires : l'ONG CRS et ses partenaires offrent plus de 4000 tonnes de vivres aux élèves de trois régions. *Lefaso.net*. Consulté le 12 octobre 2024 sur https://lefaso.net/?page=impression&id_article=127476